



NOUVEAUX DROITS DE L'HOMME CAMEROUN

NDH-Cameroun

NDH-CAMEROUN / BP : 4063 YAOUNDE-CAMEROUN / TEL. 00 237 22 01 12 47
FAX. 00 237 22 21 38 63 / EMAIL : ndhcam@yahoo.fr
SITE WEB: www.ndhcam.org

RAPPORT D'ACTIVITES

2010



SOMMAIRE

MOT INTRODUCTIF DE LA DIRECTRICE EXECUTIVE	3
<u>Première partie: APPUI AU PROCESSUS DEMOCRATIQUE.....</u>	<u>5</u>
Chapitre 1: Programme Caravane de la démocratie 2	6
Chapitre 2: Mise en place du Réseau des Organisations d'Appui a la Démocratie (ROAD).....	15
<u>Deuxième partie: PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME</u>	<u>16</u>
Chapitre 1 : Implication de Nouveaux Droits de l'Homme dans les activités de promotion des droits de l'homme initiées par d'autres structures.....	17
Chapitre 2: Elaboration du rapport alternatif de la Plate forme DESC sur les droits sociaux, économiques et culturels.....	20
<u>Troisième Partie: PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME.....</u>	<u>21</u>
Chapitre 1: NDH-Cameroun au chevet des victimes.....	22
Chapitre 2: Service de protection NDH-Ouest.....	24
Chapitre 3: Participation aux activités d'autres institutions relative à la protection.....	25
<u>Quatrième partie: ACTIONS TRANSVERSALES.....</u>	<u>26</u>
Chapitre 1: Programme de revalorisation socio juridique de l'emploi domestique au Cameroun.....	27
Chapitre 2: NDH en guerre contre les violences de genre.....	30
Chapitre 3: Admission des étudiants en stage académique à NDH-Cameroun	33
Chapitre 4: Autres remarques.....	34

MOT INTRODUCTIF DE LA DIRECTION EXECUTIVE



2010 a été une année très particulière, année de transition, à Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun. En effet, après 10 ans passés à la tête de l'organisation, le Dr Hilaire Kamga décide en 2009 de démissionner pour des raisons personnelles. Il s'ouvre alors au sommet de la structure, une année entière de tractations d'une part et de luttes constructives. Lutte de positionnement et de leadership pour assurer l'alternance au sommet de NDH-Cameroun.

Mes fonctions de Directrice des programmes depuis 2008 aidant, et renforcé par les dispositions du règlement intérieur, j'ai

régulièrement assurée l'intérim au niveau administratif, pendant la transition. Je pourrais dire, si je me le permets que j'ai assumée les fonctions de Directrice de la transition pendant 7 mois.

L'année 2010 a été inéluctablement une année de renaissance et de refonte complète de l'organisation tant au niveau stratégique qu'idéologique, tant au niveau structurel qu'opérationnel.

En août 2010, après consultation des membres, le Conseil d'administration valide à l'unanimité les propositions de restructuration et de réorientation idéologique, stratégique et opérationnelle.

Au niveau de la restructuration

NDH-Cameroun a donc été restructuré de la manière suivante:

- Le Congrès,
- Le Conseil National,
- La Direction exécutive,
- Le Conseil de Discipline.

Au niveau stratégique

Il a été question de l'actualisation d'une politique d'intervention sur les Droits économiques sociaux et culturels au même titre que les Droits Civils et Politique. Un axe d'intervention transversale fortement axé sur les droits des femmes a aussi vu le jour. Une nouvelle orientation plus tactique et efficace a été donnée pour l'accueil, l'assistance et l'accompagnement des victimes de violation de droits humains en général et de torture, traitement humain ou dégradant en particulier avec des instructions fermes sur la revalorisation de la Convention de partenariat avec Mandela Center.

Au niveau opérationnel

Il s'agit de l'organisation pratique, des attributions et du pouvoir de la Direction Exécutive. Il s'agit aussi des fonctions des volontaires et du personnel, la gestion administrative et financière. Un document opérationnel de gestion administrative et financière sera élaboré après concertation avec le staff exécutif en ce début d'année pour être soumis au Conseil National.

Ces mêmes assises longuement préparées et très attendues m'ont désigné comme devant être le responsable exécutif de Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun où je suis appelé à travailler sous la supervision du Nouveau Conseil National que Dirige l'Avocate Me MOBI Marie Louise.

Je saisi cette occasion pour remercier les membres, les consultants, les volontaires et le staff permanent qui m'ont fait confiance et ont admis que je prenne la tête de la Direction Exécutive de leur organisation, de notre organisation.

Je profite de cette tribune pour rendre un vibrant hommage au Dr Hilaire Kanga pour le patrimoine et le potentiel aussi bien financier, technique qu'humain qu'il a géré en bon père de famille. Nous apprécions à sa juste valeur les principes démocratiques qu'il a lui-même observé et surtout pour le travail qu'il a accompli pour hisser Nouveaux Droits l'Homme Cameroun au rang d'Organisation leader incontesté dans le domaine des droits de l'homme au Cameroun. Nous nous efforcerons à consolider ces acquis.

De même, j'adresse toute ma gratitude à Open Society for West Africa et tout son staff particulièrement madame Idiatou Bah qui n'a cessé de croire en nous et de nous accorder tout son soutien.

Pour finir, j'appelle tout camerounais, où qu'il se trouve, à accorder un instant au processus électoral en 2011.

Allez-vous inscrire sur la liste électorale,

Retirez votre carte d'électeur,

Choisissez celui qui devra nous gouverner après 2011.

Défendez votre vote en cas de besoin.

C'est participer à la consolidation de la démocratie de notre pays le Cameroun.

Cyrille Rolande BECHON



Première partie:
APPUI AU PROCESSUS DEMOCRATIQUE

Chapitre 1 : Programme Caravane de la démocratie 2

A-Contexte général du Programme Caravane de la démocratie

La question électorale est aujourd'hui au cœur de la stabilité et de la bonne gouvernance au Cameroun. Cela est vérifiable aussi bien au niveau local qu'au niveau national. En effet, la gouvernance locale est plombée par les actions des délégués du gouvernement nommés qui gèrent les mairies en lieux et places des maires élus. Le président Biya a fait modifier la Constitution pour, selon les observateurs, se représenter en 2011 et cela a créé une vague de mouvements sociaux qui laisse clairement envisager des risques d'instabilité postélectorale. Cette situation s'est d'ailleurs renforcée avec la nomination des membres d'ELECAM qui pour la plupart sont tous issus du parti au pouvoir, le RDPC. Le niveau de débat que ces nominations ont suscité et continuent de susciter augure à suffisance du niveau de tension préélectorale ambiante. Il se dégage clairement que cet organe qui est pourtant chargé de ramener les électeurs vers les urnes en réduisant le niveau de fraude, se met en place avec un niveau de suspicion très élevé. Bref ELECAM ne rassure pas une bonne partie des citoyens qui de plus en plus refusent de participer aux élections. Il se dégage de cette analyse quatre principaux problèmes auxquels il faut trouver des solutions:

- Le problème de l'observation indépendante des élections;
- Le problème de la participation des citoyens aux élections;
- Le problème de la légitimité des gouvernants;
- Enfin le problème crucial, conséquence des deux autres, qui est celui de la menace sur la paix postélectorale.

Il ressort de ces problèmes que le défi principal à relever est celui de crédibiliser le processus électoral et de créer les conditions permettant de rassurer les citoyens sur le fait que leurs voix exprimées dans l'urne, seront effectivement prises en compte d'une part. D'autre part, malgré les suspicions qui pèsent sur les membres d'ELECAM, les citoyens eux-mêmes peuvent veiller à ce que la fraude électorale soit sérieusement réduite lors de la prochaine élection présidentielle.

Il est donc urgent de résoudre ce problème de désintéressement général des populations pour éviter que le processus démocratique ne connaisse un coup sérieux en termes d'entrave lors des futures consultations électorales. Il faut amener les citoyens à se préoccuper de cette question électorale et de prendre leur destin en main.

Dans sa *Déclaration N°22*, La Plate-forme de la Société civile a proposé comme solution à ce problème 2 programmes: la création par les citoyens sous sa houlette, d'un mécanisme indépendant de surveillance permanente des élections qui s'appellera la CECI (Commission Electorale Citoyenne Indépendante) d'une part et d'autre part le programme «10 000 000 d'électeurs en 2011». Le projet «Caravane de la Démocratie» participe donc de la recherche des solutions à ces problèmes cruciaux liés aux élections et à la mal gouvernance électorale.

Il a été démontré que la densité de la fraude électorale évolue proportionnellement à la faiblesse de la surveillance électorale. Moins les citoyens participent aux élections, moins la vigilance est organisée sur le processus électoral, plus la fraude prospère. De même plus la fraude prospère, plus les citoyens se découragent et moins ils participent aux élections. C'est donc pratiquement un cercle vicieux. La *Caravane de la Démocratie* va donc permettre d'une part de remobiliser les citoyens sur l'urgence de la participation électorale, et d'autre part d'assurer une observation électorale citoyenne

susceptible d'amener ELECAM à ne pas manipuler les élections ceci afin de résoudre le problème de participation électorale. De même, le Projet va permettre de structurer les citoyens à travers les associations afin de créer les conditions nécessaires pour une surveillance des élections par les citoyens dans le but de faire reculer la fraude électorale. Enfin, elle va permettre de créer les conditions pour le dialogue local avec les différentes composantes de la société concernées par les questions des élections, de démocratie et de paix.

B - Objectif global du programme caravane de la démocratie 2

Le projet «Caravane de la Démocratie » a pour objectif principal de créer les conditions pour une alternance au pouvoir dans la paix et par les élections au Cameroun à l'horizon 2011 grâce à l'émergence de pools structurés de citoyens engagés et décidés à contribuer au processus d'organisation d'élections libres, transparentes et à forte participation populaire, ce afin d'asseoir une bonne gouvernance électorale base d'une démocratie fiable.

C- Les activités du Programme

Les activités de ce programme, démarrées en 2009 se sont poursuivies suivant le plan d'action au cours de toute cette année 2010.

Activité 1 : Production de la documentation de formation et de sensibilisation en matière de démocratie

L'objectif ici était de renforcer, à travers la sensibilisation, l'information et la formation, la participation des citoyens aux élections favorisant la confiance des citoyens à la voie électorale en matière d'alternance ;

Le projet «Caravane de la démocratie 2» a permis jusqu'à cette étape la production d'un certain nombre de documents aussi bien pour la sensibilisation que pour l'éducation électorale.

Les documents suivants ont déjà été produits:

a) Le Guide de l'agent CECI

Il s'agit d'un document de 36 pages permettant aux agents CECI formés de bien comprendre leur rôle et ce que l'on attend d'eux sur le terrain. Dans cet ouvrage, un accent est mis sur les rapports entre la CECI et ElecCam. Il permet au citoyen d'avoir des éléments de compréhension des concepts clés liés à la démocratie, aux élections, à la paix, à la non violence, à l'alternance au pouvoir, au rôle et au pouvoir des élus, au système électoral, à l'engagement politique du citoyen, etc. Par ailleurs, il est complété par quelques formulaires usuels nécessaires pour le travail de l'Observateur CECI.

b) Les dépliants du programme «Caravane de la Démocratie»

Le dépliant produit pendant cette année, présente de manière sommaire mais très clairement le concept des CECI. Il est aussi couplé d'une littérature sur l'enjeu de la prochaine élection présidentielle.

c) Les affiches de sensibilisation sur la participation aux élections et la Paix

Cette affiche, intitulée «opération 10 millions d'électeurs» a été imprimée et distribuée aux associations participantes. Elle constitue un socle de poids pour la mise en œuvre de la phase de sensibilisation de notre projet.

d) Le guide du citoyen engagé

Il s'agit d'un document d'environ 80 pages qui permet au citoyen d'avoir des éléments de compréhension des concepts clés liés à la démocratie, aux élections, à la paix, à la non violence, à l'alternance au pouvoir, au rôle et au pouvoir des élus, au système électoral, à l'engagement politique du citoyen, etc.

e) Production des CD Vidéo de formation et de sensibilisation

Ce CD Rom contient outre les modules de formation dispensés pendant la première phase, mais aussi quelques textes législatifs fondamentaux sur les élections. Ces CDrom ont été dupliqués et distribués aux agents CECI lors des cérémonies officielles de remise des certificats dans les différentes localités.

Activités 2 : Organisation de 5 sessions de formation des observateurs citoyens des élections, et mise en place de 5 Comités CECI Régionaux

Cette activité avait pour but de doter le Cameroun d'un pool de volontaires de la démocratie et de la Paix engagés dans le suivi et l'appui au processus électoral et déterminés à jouer un rôle de facilitateur au cours de la prochaine élection présidentielle.

1) Lieu des formations

Ces formations se sont déroulées dans les 5 Régions du Cameroun à raison d'une session par Région,

Ces Régions choisies pour cette formation sont:

- ◇ Littoral (lieu : Douala)
- ◇ Centre (lieu: Yaoundé)
- ◇ Ouest (lieu: Bafoussam)
- ◇ Nord-ouest (lieu: Bamenda)
- ◇ Sud-ouest: (lieu: Buéa).

2) Objectif des Sessions régionales de Formation

Former les agents des comités locaux de la CECI (Commission Electorale Citoyenne Indépendante) aux fondamentaux de la démocratie, des élections, de la paix et de la non violence.

Permettre à tous ceux qui devront assurer le travail de sensibilisation électorale et de veille de la transparence à la base, de maîtriser les fondamentaux des droits de l'homme, des élections, de la démocratie et de la paix.

Former des activistes pour la promotion du vote libre et de la défense du vote dans la perspective de l'alternance au pouvoir à tous les niveaux par les urnes et dans la paix au Cameroun.

Description globale des sessions de formation

a) Formation 1: Atelier de Bafoussam

Cet atelier avait pour but de former les agents CECI pour la région de l'Ouest.

Lieu: Salle de Conférence du Mont Saint Jean de Bafoussam.

Date: du 12 au 14 février 2010.

Participants: 60 participants sélectionnés ont effectivement pris part aux travaux de Bafoussam.

Résultats:

60 agents ceci ont été formés et sont déployés

19 organisations de la Société Civile ont intégré la Dynamique des CECI

Un Bureau régional CECI pour la Région de l'Ouest a été élu

Une déclaration de Bafoussam a été rendue publique

b) Formation 2: Atelier de Douala

Cet atelier avait pour but de former les agents CECI pour la région du Littoral Cameroun.

Lieu: Centre spirituel de Bonamoussadi à Douala (Arrondissement de Douala 5)

Date: du 18, 19 et 20 février 2010

Participants: 61 participants sélectionnés ont effectivement pris part aux travaux de Douala

Résultats: 61 agents ceci ont été formés et sont déployés

15 organisations de la Société Civile ont intégré la Dynamique des CECI

Un Bureau régional CECI pour la Région du Littoral a été élu

Une déclaration de Douala a été rendue publique

c) Formation 3: Atelier de Yaoundé

Cet atelier avait pour but de former les agents CECI pour la région du Centre Cameroun.

Lieu: Université Protestante d'Afrique Centrale

Date: du 02, 03 au 04 avril 2010

Participants: 113 participants sélectionnés ont effectivement pris part aux travaux de Yaoundé

Résultats: 110 agents ceci ont été formés et sont déployés

24 organisations de la Société Civile ont intégré la Dynamique des CECI

Un Bureau régional CECI pour la Région du Centre a été élu

Une déclaration de Yaoundé a été rendue publique

d) Formation 4: Atelier de Buéa

Cet atelier avait pour but de former les agents CECI pour la région du Sud-ouest Cameroun.

Lieu: Institut de Théologie Jean Paul II de Buéa (Moliko)

Date: du 26, 27 et 28 avril 2010

Participants: 43 participants sélectionnés ont effectivement pris part aux travaux de Buéa

Résultats: 43 agents ceci ont été formés et sont déployés

16 organisations de la Société Civile ont intégré la Dynamique des CECI

Un Bureau régional CECI pour la Région du Sud-ouest a été élu

Une déclaration de Buéa a été rendue publique

e) Formation 5: Atelier de Bamenda

Cet atelier avait pour but de former les agents CECI pour la région du Nord-Ouest Cameroun.

Lieu: Central Park Hôtel Bamenda

Date: du 06, 07 au 08 mai 2010

Participants: 40 participants sélectionnés ont effectivement pris part aux travaux de Bamenda.

Résultats: 40 agents ceci ont été formés et sont déployés

16 organisations de la Société Civile ont intégré la Dynamique des CECI

Un Bureau régional CECI pour la Région du Nord-Ouest a été élu

Une déclaration de Bamenda a été rendue publique

Observation générale sur les formations

Au niveau de l'engouement:

Il faut noter que dès le mois de janvier 2010, un appel à candidature a été lancé dans Cameroon Tribune invitant les camerounais, remplissant les conditions requises à s'inscrire pour ces formations. A l'issus de cet appel, nous avons reçu plus de 4000 candidatures de camerounais intéressés par la Dynamique CECI. C'est dire combien cette initiative intéresse les camerounais.

Au niveau de la Couverture médiatique:

Un succès très important a été la large couverture de la Caravane de la formation des CECI par les médias les plus suivis du Cameroun notamment la 1^{ère} chaine de télévision privée Canal 2 international, les télévisions, LTM, Equinoxe, Ariane TV, New Tv, Vision 4, et la plupart des radios du Cameroun.

Au niveau de la participation stratégique.

Grâce au lobbying menée par l'équipe du projet un cadre partenarial de fait a été établi avec ELECAM. C'est ainsi que les sessions de formation ont été rehaussées par la présence de la plus haute autorité d'Electons Cameroon, Dr Fonkam Azu'u qui a personnellement pris part aux travaux dans certaines régions telle que le centre et le Nord Ouest.

Tableau 2: répartition du nombre de volontaires formés

	Région	Lieu de la Formation	Nombre d'a-gents CECI
1	Ouest	Bafoussam	60
2	Littoral	Douala	61
3	Centre	Yaoundé	110
4	Sud-ouest	Buéa	43
5	Nord -ouest	Bamenda	40
	Total		314

Liste et qualité des formateurs

- * Professeur Pierre Titi Nwell, Universitaire, Observateur International des élections:
- * Dr Fonkam Azu'u, Juriste, Président de Elecamm
- * Alex Gustave Azebaze, Journaliste, Vice président du SNJC (Syndicat National des Journalistes du Cameroun):
- * Dr Aboya Manassé, Politologue, Enseignant à L'Université de Douala;
- * Me Victor Kadje, avocat, Responsable de la Plate-forme Ouest;
- * Dr Hilaire Kamga, Expert des questions électorales
- * Dr Alain Fogué, Politologue, Enseignant à l'Université de Yaoundé 2
- * M. Jean Bosco Talla, Enseignant, Directeur de Publication de Germinal

- * M. Joachim Wisenbery, Spécialiste des questions électorales
- * M. Walters Tonteh, Spécialistes des Droits de l'Homme
- * Me Elisabeth Atemkeng, Avocat. Coordinatrice Commission Justice et Paix de Buea
- * M. Nelson Ndi; Secrétaire Régional de la Commission Nationale des droits de l'Homme et des libertés pour le Nord Ouest
- * Dr Taddeus Menang, Directeur des Affaires Juridiques d'ELECAM;
- * Professeur Dorothy Njeuma, Ancien Recteur de l'Université de Buéa, Membre du Conseil Electoral d'ELECAM
- * Dr Christopher Fomonyuh, (Invité spécial), Directeur Afrique du NDI (National Democratic Institute)

Activité 3 : Opérationnalisation des CECI

Il s'agissait ici de permettre aux comités CECI mis en place de fonctionner normalement dans les différentes localités.

La mise en œuvre de cette activité a entraîné la réalisation de plusieurs actions.

NB: Il faut signaler que l'Ouest dans ce cadre bénéficie d'une situation particulière avec un bureau opération et un cadre pour réunion et autres formation des agents. Ce cadre a été gracieusement offert par le Père Bernard Groux du Mont Saint Jean de Bafoussam.

Renforcement de la crédibilité des CECI régionaux.

Afin de permettre aux CECI Régionaux de renforcer leur autonomie et d'être plus efficace, nous avons favorisé le processus d'acquisition de la personnalité juridique. C'est ainsi que la CECI-Centre par exemple est désormais légalisée au Cameroun sous le régime de la loi de 1992 sur les groupes d'initiatives Communes. Le processus est en cours dans les autres régions.

Action 1: Mise en mission des agents CECI dans les différentes localités

Dès la fin de la formation, les agents CECI de toutes les localités ont été investis des missions de sensibilisation et d'appui aux électeurs dans leurs localités.

Les bureaux CECI régionaux ont aussi pour mission de procéder, chaque fois que c'est possible à mise en place d'une unité CECI dans les départements où le besoin est bien perceptible.

C'est ainsi qu'on a noté la mise en place des unités CECI dans les départements suivants.

	Région	Lieu de la Formation	Nombre d'agents CECI
1	Ouest	Bafoussam	60
2	Littoral	Douala	61
3	Centre	Yaoundé	110
4	Sud-ouest	Buéa	43
5	Nord -ouest	Bamenda	40
	Total		314

Action 2: Déploiement sur le terrain et Caravane spéciale.

La Caravane spéciale a été l'une des grandes articulations de cette phase.

Il s'agissait dans le cadre de cette opération de renforcer la lisibilité de la CECI et surtout de permettre aux Citoyens et à toutes les parties prenantes aux élections de se rassurer sur la détermination de la société civile à jouer un rôle essentiel dans la transparence de la prochaine élection.

La Caravane spéciale a donc consisté à faire le tour des 5 régions dans lesquelles le projet est mis en œuvre.

Elle a permis d'organiser deux cérémonies officielles et protocolaires à Yaoundé et Douala avec pour point d'orgue l'installation du Coordonnateur Nationale de la CECI, Le Professeur Pierre Titi Nwel à Yaoundé, et la Vice Coordinatrice Nationale, Me Alice Nkom à Douala.

Dans les autres localités que sont Bamenda, Bafoussam et Buéa, il s'est agi uniquement des Conférence d'échange sur l'évolution du processus électoral, de remise des Certificats aux Agents CECI et d'installation officielle des Bureaux CECI élus lors de la 1^{ère} phase.

NB: Le Compte rendu de chacune de ces cérémonies est joint en annexe.

Activité 4: La CECI en activité sur le terrain.

Observation de la Période Préélectorale par la CECI.

Les agents Ceci formés se sont lancés dans une importante campagne de suivi des activités d'E-lecam dès le début du processus d'inscription sur les listes électorales. Ces observations leurs permettent d'envoyer régulièrement au siège du Projet des informations sur les manquements et autres situations complexes observées.

Grâce aux informations produites par les agents CECI, beaucoup de corrections ont été apportés au fonctionnement des bureaux Elecamm dans certaines localités des régions cibles. Car les éléments de rapport des agents CECI ont largement nourri les activités de lobbying et de plaider en direction d'E-LECAM.

Activité 5: La Coordination Nationale de la CECI s'installe officiellement

Il s'agissait de véritable opérations de communication et de validation institutionnelle et diplomatiques de la CECI. Cette opération s'est faite à travers deux grandes conférences au cours desquelles les certificats étaient remis aux agents CECI formés dans les deux Régions concernées.

Activité 6: Campagne de lobbying et de plaider

La Campagne de Lobbying et de plaider initiée depuis décembre 2009 dans le cadre de ce projet s'est poursuivie au cour de cette période.

Cette Campagne qui reste sous la Conduite du Dr Hilaire Kamga touche les points suivants:

- ♣ Réadaptation des textes législatifs et règlementaires sur Elecamm;
- ♣ L'implication de la Société Civile dans le processus d'élaboration du Nouveau Code électoral en chantier;
- ♣ L'application de la disposition constitutionnelle sur le vote obligatoire;
- ♣ L'implication de la Société Civile dans les différentes commissions Mixtes électorales
- ♣ Pour ce plaider, plusieurs actions ont été menées.
- ♣ Conception des documents y relatifs;
- ♣ Organisation des rencontres individuelles avec les personnalités concernées
- ♣ Organisons des diners d'information avec la presse.
- ♣ Tenue de plusieurs réunions avec les dirigeants d'ELECAM et autres personnalités – acteur du processus électoral.

D - Difficultés rencontrées

La mise en œuvre de cette phase du projet n'a pas été sans difficultés.

Difficulté liée à la gestion des demandes des citoyens.

Le succès de la CECI a fait naître au sein de l'opinion un tel espoir que nous avons du mal à contenir. D'abord la difficulté à gérer les demandes de mise en place des CECI dans les autres régions non couvertes par le projet en cette phase. Ensuite la difficulté à gérer les opérations liées à l'implantation des CECI dans les différents départements et Communes.

Difficultés au niveau financier

Le programme *Caravane de la Démocratie* suscite un espoir que nos seules ressources à l'heure actuelle ne sauraient résoudre.

E - Observations générales sur cette phase de la Caravane de la Démocratie 2

Cette phase de la Caravane de la Démocratie a été marquée par des succès inespérés. C'est ainsi que la dynamique initiée par La Caravane a permis de susciter l'émergence d'une dynamique de convergence de l'ensemble de la Société civile sur la problématique de la prochaine élection présidentielle.

Au niveau de l'engouement:

Il faut signaler que ce projet CECI est en train de connaître un très grand succès au sein de l'opinion. La Caravane de la Démocratie bouscule les perceptions antérieures et suscite l'adhésion des populations. Les demandes d'adhésion d'associations qui veulent faire partir de la dynamique se sont faites s'enregistrer.

Nous avons enregistré **416** demandes de formation d'agents CECI en provenance des régions non couvertes par le projet.

59 associations nouvelles sont inscrites dans le processus.

Au niveau de la participation stratégique:

La mise en place de la Coordination Nationale de la CECI avec des personnalités de notoriété établies a permis de susciter un grand intérêt de la part de la Communauté Internationale pour cette structure. C'est ainsi que des audiences avec la hiérarchie de la CECI sont prévues avec les responsables de l'Union Européenne, du Gouvernement des USA et du PNUD.

L'installation de la Coordination Nationale de La CECI comme Catalyseur

L'installation officielle du Coordonnateur National de la CECI a été une occasion idoine de constater l'intérêt que le corps diplomatique commençait à avoir à l'endroit de la CECI. On a ainsi pu noter la présence des diplomates représentants des pays occidentaux parmi lesquels les Etats-Unis, La France, l'Allemagne, la Grande Bretagne et l'Union européenne. De même que le PNUD a été bien représenté à cette importante manifestation.

Recommandations

Au regard des difficultés observées au cours de cette phase, quelques recommandations d'usage s'imposent.

1. Permettre au projet CECI de s'installer dans les 5 autres régions du Cameroun et dans les départements et communes non encore couvertes.
2. Fournir la logistique nécessaire pour garantir un bon fonctionnement des Bureaux CECI dans les régions et Départements
3. Rendre vraiment opérationnel la Coordination Nationale CECI dans un cadre adapté.

Chapitre 2 : MISE EN PLACE DU RESEAU DES ORGANISATIONS D'APPUI A LA DEMOCRATIE (ROAD)

Un nouveau processus de structuration sectorielle

A partir du mois de Mars 2010, nous avons tenu plusieurs rencontres formelles sous les auspices de certains partenaires au développement, notamment le PNUD, afin de permettre à la société civile de mieux s'organiser, de se structurer dans l'optique de mener de manière efficace ces missions. Cela nous a permis de mieux harmoniser nos approches et le rôle que nous devons jouer dans le processus électoral les prochaines années. Un certain nombre d'organisations réparties dans toute la République, ayant une expertise certaine dans le domaine des élections, mais aussi de la sensibilisation, de l'éducation et de la communication se sont mises ensemble.

Il s'en est suivi la naissance du ROAD (Réseau d'Organisations d'Appui à la Démocratie).

Le ROAD est un réseau laïque, non partisan et à but non lucratif qui a pour mission principale de faciliter à l'encrage des valeurs démocratiques, et de la culture citoyenne en vue d'une participation efficace à consolidation de l'état de droit, de la justice, de la paix du développement au Cameroun. Ainsi, les valeurs qui fondent et irriguent les actions du ROAD et de ses membres sont: Impartialité – Responsabilité – Tolérance – Solidarité – Intégrité – Transparence.

Objectif du projet ROAD

Permettre à un certain nombre d'OSC engagées ou préoccupées des questions de sensibilisation, d'éducation civique des citoyens, et de surveillance du processus électoral camerounais de construire un réseau crédible exclusivement consacré dans ce domaine.

Résultats

Un réseau dynamique des OSC travaillant dans le domaine des élections et de la démocratie a été créé et aujourd'hui légalisé.

Le ROAD entend à court terme jouer un rôle central dans la sensibilisation et l'éducation citoyenne pour une meilleure participation aux prochaines consultations électorales attendues au Cameroun.

Il entend aussi contribuer à l'observation par la Société Civile de toutes les phases du processus électoral au Cameroun.



Deuxième Partie:
PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME

Chapitre 1: Implication de Nouveaux Droits de l'Homme dans Les activités de promotion des droits de l'homme initiées par 'autres structures.

Date et lieu	Activité	Résumé de l'activité	Organisateurs et partenaires
14 et 15 juillet 2010	Atelier de validation du rapport 2009 du Cameroun sur les Droits de l'Homme.	L'activité de deux jours visait à rapprocher les différents participants du gouvernement et de comprendre leur système de pensée et leurs différentes motivations.	Ministère de la justice
6 au 8 juillet 2010	Atelier de sensibilisation des membres d'institutions électorales d'Afrique Centrale et de la Région des Grands Lacs sur la protection, la promotion des droits de l'homme et le processus électoral	L'atelier visait à inciter le citoyen à prendre part aux affaires de son pays à travers l'élection des représentants ou de sa propre initiative tel que consacré aussi bien par la DUDH, le Pacte relatif aux Droits Civils et Politiques que par les Constitutions des pays de la sous-région.	Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale, en collaboration avec Elections Cameroon (ELECAM)
9 juillet	Première édition du Carrefour Littéraire	Elle s'est focalisée essentiellement sur les droits de l'homme et les élections. Elle a aussi été l'occasion de relancer officiellement les activités du Centre de documentation du Centre sous régional.	Idem
26 Aout 2010	Atelier sur la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement	les institutions de défense des droits de l'homme et les parties prenantes non gouvernementales pourraient être impliquées dans le contrôle et l'évaluation des stratégies visant l'atteinte des OMD ciblées.	Idem !
14 juillet 2010	3 ^{ème} réunion du comité d'initiative préparatoire à la triennale des habitants édition 2010.	Il était question de Créer 'un comité chargée de faire un état des lieux du site ainsi qu'un inventaire des besoins relativement à la triennale	RNHC (Réseau National des Habitants du Cameroun),

25 février 2010	Conférence sur le thème : Diaspora camerounaise : responsabilités, engagements patriotiques et participation au développement à l'aube du cinquante-naire de notre pays	recommander à la jeunesse de la diaspora de prendre conscience, à être responsable d'influencer de façon positive les décisions dans leur pays, à être solidaire d'adopter un engagement patriotique afin de sonner la fin de la recréation au sein de cette diaspora camerounaise à l'étranger	L'association Africaine Avenir Cameroun
21 septembre 2010	Conférence sur le rôle des organisations de la société civile dans la promotion de la paix	éviter la violence pendant les élections et encourager les communications paisibles.	Service Œcuménique pour la Paix.
4 Décembre 2010	Table ronde sur Les structures de violence : définir les intersections du militarisme et les violences faites aux femmes	créer une plateforme en vue de mener des actions concertées pour mieux se faire entendre. suivi d'une présentation; sur la campagne des 16 jours d'activisme pour les droits de l'homme.	ADERPROFE / IRFD
27 Mai 2010	Atelier de restitution de la Seconde conférence régionale sur la Justice Transitionnelle.	L'activité a consisté à définir la justice transitionnelle avant de tabler sur ses objectifs qui visent entre autres : la réparation des situations causées par les guerres et constitue un mode de traitement du passé, consacre les garanties de non répétition et vise les politiques de réparation. Ceci s'est généralement fait par le truchement de la constitution des commissions vérité et réconciliation comme celle qui a été constituée en République Démocratique du Congo	Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale
21 janvier 2010	Formation aux méthodes d'exigibilité des droits économiques, sociaux et culturels.	La réflexion s'est axée sur une approche thématique. Ainsi que le thème central à savoir : le droit au travail et secteur informel. lequel a fait l'objet d'une discussion étant donné que le secteur informel est une problématique partagée. Comment faciliter les DESC en tenant compte des identités culturelles des communautés	ASSOAL

<p>8 au 9 juillet 2010</p>	<p>Atelier d'appropriation du plan d'action et le lancement des groupes thématiques de la plate forme des organisations de la société civile sur les droits économiques, sociaux et culturels au Cameroun.</p>	<p>L'adopter un chronogramme et d'avoir une et d'avoir une appréciation temporelle pour ce qui est de l'élaboration du rapport alternatif</p>	<p>plate forme DESC</p>
<p>15 juillet 2010</p>	<p>Présentation de l'étude relative à l' « évaluation de la mise en œuvre des protocoles, conventions, chartes, décisions et normes de bonne pratique de l'Union Africaine par les états membres » : le cas du Cameroun.</p>	<p>les instruments de l'Union Africaine doivent bénéficier d'une large vulgarisation. Ceci à l'effet de promouvoir les valeurs véhiculées par cette organisation.</p>	<p>Initiative Gouvernementale Citoyenne (IGC)</p>
<p>10 au 12 juin 2010</p>	<p>Formation nationale des défenseurs des droits de l'homme</p>	<p>promouvoir le renforcement des instruments internationaux, des mécanismes régionaux existants visant à protéger les défenseurs des droits de l'homme ; - développer une plate forme de professionnalisation et de prévention de violation des droits des défenseurs des droits de l'homme</p>	<p>l'Union Européenne et de Dimension Social du Bénin et la collaboration du RIDEV</p>

Chapitre 2: Elaboration du rapport alternatif de la Plate Forme DESC sur les Droits Sociaux, Economiques et Culturels.

Rubrique consacré au Droit au Travail au Cameroun

A la demande de la Plate Forme des organisations de la Société civile sur les Droits Economiques, Sociaux et Culturels au Cameroun (Plate Forme DESC-CAMEROUN), représenté par son Coordinateur National, monsieur Jules Dumas NGUEBOU, NDH-Cameroun a accepté d'appuyer techniquement le groupe thématique DROIT AU TRAVAIL dans la rédaction de son rapport alternatif au Cameroun et participer à sa présentation lors de la mise en commun des travaux des groupes thématiques de la Plate Forme DESC-Cameroun.

Les activités

1. Réunion de travail avec le groupe thématique;
2. Conception des outils d'analyse des données;
3. Elaboration du questionnaire d'enquête pour la collecte des données
4. Appui à la collecte des données juridiques, économiques et sociologiques spécifiques au droit au travail au Cameroun;
5. Analyse et interprétation des données en rapport avec la mise en œuvre du PIDESC au Cameroun;
6. Appui à la formulation des recommandations spécifiques pour l'amélioration de la qualité des droits des travailleurs camerounais au comité DESC;
7. Consolidation des données et Rédaction du rapport alternatif du groupe thématique droit au travail au Cameroun

Les objectifs

- * Apporter un appui technique dans le processus de rédaction du rapport alternatif sur le droit au travail au Cameroun
- * Rédiger le rapport alternatif spécifique à la thématique droit au travail en rapport avec la mise en œuvre du Pidesc au Cameroun.

Les produits attendus

- Une analyse juridique, économique, sociologique de la base de données sur la mise en œuvre de la politique du travail au Cameroun est menée, documentée et disponible;
- Une base de données sur les cas concrets de violations du droit au travail est constituée et disponible
- Un rapport alternatif spécifique à la thématique droit au travail au Cameroun est rédigé et disponible.



Troisième Partie:
PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

Chapitre 1: NDH-Cameroun au chevet des victimes

Présentation Générale du Service de protection

L'année 2010, a été marquée par une intense activité au service de la protection. La première activité majeure a consisté en la mise à jour du fichier des victimes de violation des droits humains enregistrées au service de 2002 à 2010.

La deuxième activité quant à elle s'est résumée en la réception, l'enregistrement, le traitement des nouvelles requêtes suivi s'éventuels orientations et conseils des requérants suivant eux-mêmes leurs procédures encore pendantes devant les tribunaux.

Fidèle à sa mission de promotion, de protection et de défense des droits de l'homme partout où ils sont bafoués, Nouveaux Droits de l'Homme à travers le service de la protection s'est souvent déporté sur les lieux de violation des droits de l'homme à l'effet de mesurer l'effectivité et l'ampleur de la violation. Ainsi, plusieurs descentes sur le terrain ont meublé les activités du service de la protection. Avec les volontaires disponibles, nous avons pu couvrir avec succès l'ensemble des requêtes qui nécessitaient une descente effective sur le terrain. Nous évoquerons ici quelques cas notamment la descente effectuée à Etoudi suite au meurtre de dame Domwa Justine, meurtre commandité par certains éléments de la société de recouvrement dite *Planète Media* en complicité avec des agents du commissariat du 6^e arrondissement et; la descente à l'université de Yaoundé II suite aux traitements inhumains et dégradants infligée à certains étudiants de la cité dénommée «la Grâce» par les éléments du bataillon d'intervention rapide (BIR). La liste des différentes descentes effectuées n'est pas exhaustive.

RAPPORT DU SERVICE DE LA PROTECTION **(ANNEE 2010)**

Le présent rapport s'articule sur quatre principaux points majeurs, considérés comme des points focaux résumant toutes les actions entreprises au titre de la protection des droits de l'homme à NDH-Cameroun. C'est notamment: la présentation générale du service, le traitement et le suivi des requêtes, le tableau de classification des infractions enregistrées et enfin les observations générales du service.

1) Traitement et suivi des Requêtes

Dans le chapitre du traitement des requêtes, toutes les requêtes reçues ont été traitées avec minutie. Cependant nous déplorons l'attitude de certaines victimes qui après avoir saisi le service sont restées injoignables pour le suivi de leur requête. Nous déplorons également le manque de collaboration de certaines administrations qui saisie officiellement, n'ont pas répondu à nos préoccupations. C'est notamment le cas de la Délégation Générale de la Sûreté Nationale (DGSN), avec le cas de monsieur x qui avait été molesté par un élément de la police. Saisis, nous avons adressé une correspondance qui à ce jour est restée lettre morte.

Nous exhortons ces administrations à maintenir une collaboration franche avec notre institution afin qu'ensemble nous puissions limiter sinon réduire les cas de violation des droits de l'homme commis aussi bien par les fonctionnaires que par des particuliers

2) Tableau statistique des infractions enregistrées en 2010

N°	Type d'infractions ou nature de l'infraction	Nombre	pourcentage
01	Tentative de meurtre	2	7.84%
02	Assassinat	1	3.84%
03	Tentative d'assassinat	2	7.68%
04	Abus d'autorité	1	3.44%
06	Licenciement abusif	1	3.34%
07	Corruption	1	3.34%
08	Escroquerie	1	3.34%
09	Torture	1	3.34%
10	Reconnaissance d'enfant	1	3.84%
11	Non exécution des obligations contractuelles.	1	3.84%
12	Arrestation arbitraire	1	3.84%
13	Arrestation et séquestration	4	15.36%
14	Meurtre	1	3.84%
15	Procès équitable	1	3.84%
16	Discrimination	1	3.84%
17	Menaces simples	1	3.84%
18	Tentative d'homicide	1	3.84%
19	Violation du droit de propriété	2	7.68%
20	Affectation irrégulière	2	7.84%
T o -		26	100%

3) Observations générales.

A l'évidence, plusieurs observations se dégagent au niveau des actions entreprises au titre de la protection des citoyens et de leurs droits.

Une première observation est relative au nombre de requêtes reçues et enregistrées courant 2010. Vingt six (26) requêtes contre plus d'une cinquantaine enregistrée l'année dernière. D'où la question de savoir si le respect des droits de l'homme est-il en nette progression au Cameroun?

La deuxième observation est relative aux différentes personnes mises en cause dans les requêtes qui ont été traitées. Le constat amer qui se dégage est que, plus de 88% de requêtes reçues soit 24 sur 26 concernaient soit les agents de maintien de l'ordre soit les hauts cadres de l'administration publique.

Cependant le service de la protection n'a pas été exempté de certaines difficultés au cours de cette année.

Chapitre 2: Service de protection NDH-Ouest

Un dynamisme toujours exemplaire dans la protection des droits de victimes

1) Le Cas Kafkaéenn du regretté NANFANG Nganso roger

Nous avons reçu dans notre centre le regretté Nanfang Nganso Roger qui a porté à notre connaissance plusieurs cas de violation des droits de l'Homme perpétrés à son encontre dans l'enceinte de la chefferie de Batoufam avec la complicité du maître des lieux.

Réagissant à cette interpellation, nous avons entrepris auprès des autorités compétentes plusieurs démarches en vue de protéger sa sécurité et sa vie mises en péril.

Nous avons saisi tour à tour le Procureur de la République, territorialement compétent et le Commandant de la Légion de Gendarmerie de l'Ouest.

L'autorité civile a demandé au Commandant de Brigade de Gendarmerie de Bayangam l'ouverture d'une enquête sur les faits dénoncés. Ce dernier a brillé par un laxisme sans précédent, refusant systématiquement de porter assistance à la victime malgré nos multiples démarches dans ses services.

En ce qui concerne l'autorité militaire, elle a demandé au Commandant de Compagnie du Koung-Khi de descendre personnellement sur les lieux en vue d'apporter assistance à la victime. Malheureusement, l'Officier Supérieur de Gendarmerie qui avait des antécédents avec le défenseur des droits de l'homme, a refusé systématiquement de s'engager dans le côté légal de cette affaire en excitant ses collègues gendarmes à entrer en guerre contre MANDELA Center.

Toute cette situation de négligence et du refus à un service dû a aboutit à son assassinat en date du 28 juin 2010. Les auteurs de cet acte odieux ont maquillé leur forfait sur le coup de la justice populaire. Avec la complicité des mis en cause, nous avons entrepris plusieurs voies de recours pour rétablir la vérité des faits.

Au jour d'aujourd'hui, l'autorité judiciaire compétente en la personne du Procureur de la République exige le déferrement de ces présumés assassins. Malgré les entraves orchestrées par certains hauts gradés de gendarmerie, MANDELA Center reste fidèle à sa logique; va tout entreprendre pour faire maintenir les présumés assassins dans les maisons d'arrêt à la hauteur des actes perpétrés par eux.

Quant aux responsables du maintien de l'ordre qui sont les complices de ce drame, nous avons entrepris des actions à la hauteur de forfait perpétré par eux, d'où leur prochaine comparution devant le Tribunal Militaire de Bafoussam.

2) Autres cas méritant d'être relevés

Toujours au cours de l'année 2010, nous avons reçu dans nos service la nommée Maveu Pauline qui avait été victime d'une condamnation illégale de deux ans d'emprisonnement ferme, orchestrée par le nommé Saha Frédéric qui voulais s'accaparer de son patrimoine légué par son regretté père.

MANDELA Center a entrepris des voies de recours en saisissant pour son compte le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Justice Garde des Sceaux. A son tour a saisi le Directeur des Affaires Pénales et de Grâce qui a annulé cette condamnation arbitraire.

Nous avons entrepris aussi des voies de recours auprès du Ministre des Domaines des Affaires Foncières en vue d'annuler l'immatriculation frauduleuse de son patrimoine familial au profit de Saha.

Au jour d'aujourd'hui, les conclusions des enquêtes menées par cette commission ont été acheminées auprès du Ministre des Domaines et des Affaires Foncières pour arbitrage.

Voilà les plus grandes actions d'éclat que nous avons eu à traiter au cours de l'année 2010.

Chapitre 3: Participation aux activités d'autres institutions relative à la protection

Date et lieu	Activité	Résumé de l'activité	Organisateurs et partenaires
26 juin 2010	Table ronde sur le thème "world without torture"	We can retain that torture is not justified since it his prohibited by international instruments and national law. It is possible to us to build a world without torture	Trauma Center in partnership with National Commission of Human Rights and Freedoms.
18 juin 2010	Cérémonie marquant la commémoration de la journée mondiale du réfugié, sous le thème « <i>j'ai tout perdu mais l'avenir m'appartient</i> »	<p>Cette cérémonie a été l'occasion de mettre en évidence certaines réalités relativement aux conditions de vie des réfugiés dans notre pays.</p> <p>-Lecture du discours du secrétaire général de l'ONU Mr. BAN KI MOON.</p> <p>-Allocution sur les différentes actions entreprises par le gouvernement camerounais en vue d'améliorer la situation des réfugiés sur son territoire. C'est ainsi qu'il a fait mention du Projet de décret d'application de la loi camerounaise de 2005 sur les réfugiés. Il évoqua également le projet d'accord tripartite entre le Cameroun, le Tchad et le HCR pour le rapatriement des réfugiés tchadien du camp de Langui.</p>	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), en collaboration avec le Ministère des relations extérieures.



Quatrième Partie:
ACTIONS TRANSVERSALES

LES DROITS DES FEMMES

Chapitre 1: PROGRAMME DE REVALORISATION SOCIO JURIDIQUE DE L'EMPLOI DOMESTIQUE AU CAMEROUN

Le programme de revalorisation socio juridique de l'emploi domestique au Cameroun est un programme catalytique qui ambitionne de réaliser à partir d'une démarche concertée avec les acteurs sociaux, des changements structurels devant aboutir à une revalorisation de l'emploi domestique dans la société camerounaise. Il s'inscrit dans un contexte où la méconnaissance de leurs droits par les travailleurs domestiques (TD) doublée de leur résignation a en exigeant le respect, la faible mobilisation sociale autour de cette problématique et l'inexistence des dynamiques de défense des droits des TD débouchent sur une systématisation de l'illégalité en la matière et par voie de conséquence, la permanence des abus et violences de tous ordres.

Partant de ce contexte affligeant et s'inspirant d'une locution proverbiale qui postule qu'on ne peut être mieux servi que par soi-même, **le programme de revalorisation socio juridique de l'emploi domestique** voudrait développer un mécanisme endogène de défense des droits des Travailleurs Domestiques. Cette ambition commande nécessairement une collectivisation de ces travailleurs, d'où l'idée de mettre sur pied un réseau formel de défense des intérêts sociaux et professionnels des TD.

Le programme est mis en place par une task-Force composée de Nouveaux Droits de l'Homme, d'Horizons Femmes et du Forum Camerounais de Psychologie avec l'appui de l'UNI-FEM.

Ce programme s'articule autour de plusieurs projets.

Au cours de l'année 2010 les principales activités réalisées dans le cadre de ce programme sont:

- ◇ L'atelier stratégique;
- ◇ L'étude socio juridique sur le travail domestique;
- ◇ L'Atelier de validation de l'étude;
- ◇ La création d'un comité de Technique de suivi regroupant tous les partenaires et autres intervenants

Activité 1: Atelier stratégique du programme de revalorisation socio-juridique de l'emploi domestique au Cameroun

Yaoundé, Salle de Conférence de l'Eden Saint Michel les 26 et 27 Mai 2010

Note introductive

La salle de conférence de l'Eden Saint Michel sis au quartier Fouda à Yaounde, a abrité les 26 et 27 mai 2010, l'atelier stratégique du Programme de Revalorisation Socio-juridique de l'Emploi Domestique au Cameroun. Cet atelier était organisé par les membres de la TASK FORCE constitué des associations Horizons Femmes, Forum Camerounais de Psychologie (FOCAP) et Nouveaux Droits de l'Homme (NDH-Cameroun) en partenariat avec le MINPROFF et UNIFEM Cameroun.

Cadre technique et méthodologique de l'atelier

L'Atelier avait pour objectifs;

- De donner l'opportunité aux participants de s'imprégner de l'initiative et de contribuer à sa réussite;

- De créer une synergie opérationnelle entre les partenaires du projet et les autres parties prenantes.

Trois principaux résultats étaient attendus au terme des travaux à savoir:

- Les participants sont bien imprégnés des enjeux et du contenu du programme,
- Les préoccupations et attentes des parties prenantes sont prises en compte dans le cadre de l'étude de base,
- Un cadre de concertation sur le programme est mis en place.

- **Contenu**

Les participants à cet atelier devaient débattre autour des points suivants:

- La problématique du travail domestique au Cameroun,
- Le Programme de Revalorisation Socio-juridique de l'Emploi Domestique au Cameroun,
- Examen et amendements du *Detailed Implementation Plan* du Programme,
- Echange sur les termes de références (TDR) de l'étude de base sur l'emploi domestique au Cameroun,
- Examen des outils de collecte des données.

- **Méthodologie de travail**

Les méthodes de travail adoptées pendant la session se voulaient essentiellement participatives, impliquant entre autres:

- La désignation journalière d'un rapporteur de séance, choisi séance tenante parmi les participants,
- La désignation journalière d'un time keeper selon le même procédé,
- Exposés-débats et partage sur la problématique du programme, sa pertinence, sa compréhension et ses approches selon les diverses parties prenantes,
- Travaux en atelier,
- Restitution en plénière,
- Débats sur les résolutions et adoption.

- **Programme de l'atelier**

Le programme des travaux étant articulé autour de sept points, l'on a examiné 3 points le premier jour:

- Les réflexions fondamentales autour de la question du travail domestique,
- La présentation du programme de revalorisation de l'emploi domestique,
- L'examen et amendements du plan stratégique du programme.

Et 4 points le second jour:

- Présentation des TDR de l'étude de base sur l'emploi domestique au Cameroun,
- Recueil et examen des préoccupations des partenaires et parties prenantes,
- Examen détaillé des outils de collecte et intégration des inputs des participants,
- Adoption des résolutions et fin des travaux.

Une vingtaine de personnalités étaient conviées à ces travaux. La liste complète des participants, venus des secteurs public et privé, des organismes internationaux et nationaux, figure en annexe.

Activité 2: Création du Comité Technique de Suivi

CONTEXTE

Le programme de Revalorisation Socio-juridique de l'Emploi Domestique au Cameroun est un programme catalyseur mis par des acteurs de la société civile, sur financement du Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM) et qui mobilise une pluralité d'acteurs. Son approche étant intégrée, l'intervention se veut participative et multi-acteurs, mettant sur la même table d'implémentation, des acteurs venus de plusieurs secteurs de la vie nationale, dont les pouvoirs publics, la société civile, et les partenaires au développement. Dans le cadre d'espèce, l'implémentation de l'action se voulant concertée et participative, un cadre d'échanges et de coordination est nécessaire pour valider et encadrer les orientations stratégiques.

Le «*Comité Technique de Suivi*» en abrégé *CTS*.

Le Comité Technique de Suivi est le cadre de concertation entre les principales parties prenantes du Programme de Socio-juridique de l'emploi domestique au Cameroun. C'est le groupe des parties prenantes chargé d'apporter son appui technique en vue du bon fonctionnement et de l'atteinte des objectifs du Programme de Revalorisation Socio-juridique de l'emploi domestique au Cameroun.

Composition, fonctionnement et responsabilités

Le Comité Technique de Suivi est composé d'une tripartite d'organisations: société civile, pouvoirs publics et partenaires au développement; ainsi qu'il suit:

- ⇒ Le Ministère la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF). Il est chargé du parrainage du programme et oriente la politique générale du comité de suivi;
- ⇒ Le Ministère l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP), il est chargé du co-parrainage du programme;
- ⇒ Le Ministère du Travail et la Sécurité Sociale (MINTSS). Partenaire technique gouvernemental du programme;
- ⇒ Le Fonds National de l'Emploi (FNE). Partenaire technique de terrain du programme;
- ⇒ L'Organisation du Travail (OIT). Partenaire technique du programme;
- ⇒ Le Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM). Il est le partenaire financier et technique du programme;
- ⇒ La Cameroon National Association for Family and Wealth fare (CAMNAFAW). Elle est une Représentante de la Société Civile dans le programme;
- ⇒ L'association All Women Together (AWT). Elle est une Représentante de la Société Civile dans le programme
- ⇒ La Task Force: Elle est formée de Horizons Femmes; Forum Camerounais de Psychologie (FOCAP); Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun (NDH). Il s'agit de l'équipe de coordination centrale du programme.

Mission

- ⇒ Apporter un appui technique dans toutes les phases de l'identification, de la planification et de mise en œuvre du programme;
- ⇒ Apporter une lecture critique des orientations opérationnelles de mise en œuvre, en vue du respect de la feuille de route;
- ⇒ Veiller à la constance de la mise en œuvre axée sur les résultats attendus;
- ⇒ Apporter le conseil nécessaire en vue d'assurer une harmonie entre les actions prévues dans le programme et les politiques sectorielles des départements ministériels qu'ils représentent;
- ⇒ Travailler pour l'adoption et l'exploitation des résultats du programme dans les politiques sectorielles des administrations clés, en vue de pérenniser les acquis qui découleront de cette action;
- ⇒ Veiller à la clarté des interventions, à leur lisibilité et à leur adéquation avec les termes de références du programme et du cadre logique adopté;
- ⇒ Faire toute autre proposition innovante au programme.

Activité 3: Atelier de validation des résultats de l'étude de base sur l'emploi domestique au Cameroun

Note Introductive

Le Centre d'Accueil notre Dame du Perpétuel Secours de Mbalmayo a abrité du 06 au 07 décembre 2010, les travaux de l'atelier de validation des résultats de l'étude de base sur l'emploi domestique au Cameroun. Organisé à l'initiative des membres de la Task Force du programme [Horizons Femmes, Forum Camerounais de Psychologie (FOCAP); Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun (NDH)] dont Horizons Femmes assure le leadership, cet atelier devait aboutir à la production d'un document de référence validé, sur l'emploi domestique, qui permette d'asseoir la politique, la stratégie et le suivi-évaluation du programme sur des évidences scientifiques issues des données de terrain, et renforcées par les apports multisectoriels du panel des parties prenantes. Le patronage de l'atelier était assuré par le MINPROFF aux côtés du Fond de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM *part of UN-Women*). Une vingtaine de personnalités et experts issus des secteurs public et privé, des organisations internationales et nationales, des organisations de la société civile et des cabinets d'expertise/consultance indépendants participaient aux travaux.

Objectif, méthode de travail, résultats attendus

L'atelier avait pour **objectif général** d'adopter une version validée du rapport de l'étude socio-juridique sur l'emploi domestique au Cameroun, sur la base d'une concertation multisectorielle des parties prenantes. Cet **atelier de production, se donnait ainsi pour optique le recueil des critiques, l'apport des contributions d'améliorations et l'appropriation du rapport de l'étude par les parties prenantes. Le processus comprenait des travaux en plénière et en ateliers, le secrétariat l'édition des rapports selon les révisions, et la formulation d'une déclaration finale de l'atelier.** Le bureau était composé d'un modérateur, d'un rapporteur et d'un time-keeper. Les résultats attendus avaient été formulés ainsi qu'il suit : *'Les participants, mandataires du secteur public, de la société civile, des organisations internationales, ont: (1) révisé le rapport de l'étude socio-juridique sur l'emploi domestique au Cameroun; (2) se sont appropriés l'étude; (3) ont validé un document de référence à exploiter en matière de politique et d'interventions concernant d'emploi domestique au Cameroun et disponible en sa version révisée; (4) ont signé la déclaration finale'*.

Chapitre 2: NDH en guerre contre les violences de genre

La déclaration finale proposée par les participants sous l'encadrement des experts a été soumise à la relecture préalable des officiels et a été lue publiquement par le Dr Hilaire Kamga, avant d'être adoptée par acclamation et signée de tous pour investir les divers volets du rapport de l'« *Etude de base sur l'emploi domestique au Cameroun* », de la qualité de document de référence visée ci-haut dans les résultats attendus.

STOP A LA DISCRIMINATION ET AUX VIOLENCES DE GENRE : LE CAS DES FEMMES PRIVEES DE LIBERTE

Le vendredi 10 décembre 2010, NDH-Cameroun a organisé un atelier auquel étaient conviés des volontaires et des personnalités s'intéressant à la question des Droits de l'Homme en général et ceux de la femme en particulier. Cet atelier, qui s'est tenu dans la salle de conférence de NDH à partir de 14 heures précises, a été initié en vue de commémorer à la fois la *campagne des 16 jours* et la Journée internationale des Droits de l'Homme. La date du 10 décembre était lourde de signification car constituant en même temps le dernier jour de la campagne et la Journée internationale des Droits de l'Homme. Ces deux raisons ont déterminé le choix porté par Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun pour cette date.

Il s'agissait, à travers cet atelier de permettre aux participants de comprendre qu'il n'existe pas un réel fossé entre les Droits de l'Homme et les droits de la femme, qui ne devaient pourtant pas être dissociés. Par ailleurs, inspiré du thème de la Campagne des 16 jours et de celui de la journée internationale des Droits de l'Homme, NDH a choisi comme thème de l'atelier : *Stop à la discrimination et aux violences de genre : le cas des femmes privées de liberté.*

Les intervenants :

L'atelier a été conçu pour être interactif. Il était donc essentiellement basé sur les échanges, et de ce fait, toutes les personnes présentes pouvaient intervenir. Mais trois principaux intervenants ont conduit les exposés et les débats (mesdames Sandrine DJITIA, Colette TCHOKOUAFI et Cyrille Rolande BECHON), sous le regard vigilant d'un modérateur, en la personne de monsieur BANZEU Rostand.



Les participants :

L'atelier était ouvert au public et particulièrement aux personnes préoccupées par le respect des droits de la femme. Ainsi, on a observé la présence d'une trentaine de participants venant d'horizon divers.

Étaient présents les membres d'OSC, les étudiants, les femmes responsables communautaires, les opératrices économiques, les journalistes, les représentants des partenaires au développement etc. Les femmes étant à l'honneur, elles étaient certes majoritaires, mais les hommes aussi étaient de la partie.

une photo de famille a la fin de l'atelier



Chapitre 3: Admission des étudiants en stage académique a NDH-Cameroun

Comme de tradition depuis plus de 15 ans, NDH a offert des opportunités de stages académiques à quelques étudiants de 2^{ème} et 3^{ème} cycles universitaires. Malgré le nombre de places limitées, NDH a pu offrir 8 opportunités sur les 22 demandes reçues.

Listes des bénéficiaires

1. **Mademoiselle Djitia Pauline Sandrine**, Cycle de Formation Professionnelle Approfondie, Droits de l'homme et humanitaire, Pratique des organisations internationales, Centre International de Formation Appliquée en Démocratie, Développement, Ethique et Gouvernance (CIFADDEG) ;
2. **Mademoiselle Sepgang Tchamba Olivia Gladys**, Master 1 Droits de l'homme et Action humanitaire, Université Catholique d'Afrique Centrale ;
3. **Mademoiselle Tchiegnou Nguewo Elenne Gloire**, 2^e année Droits des Affaires, Institut Siantou Supérieur ;
4. **Monsieur Ngantu Fritz Ndzi**, Filière Démocratie, option Gestion des processus et des conflits électoraux, Centre International de Formation Appliquée en Démocratie, Développement, Ethique et Gouvernance (CIFADDEG) ;
5. **Monsieur Ntedé Tsanga Joël Armand**, filière Droits de l'Homme et Humanitaire, option Pratiques des organisations internationales, CIFADDEG ;
6. **Monsieur Ngoumou Mendouga Mbarga Simon Landry**, master 2 Droit de l'homme et Action Humanitaire, Université Catholique d'Afrique Centrale ;
7. **Monsieur Simo Kouam Dane Latrille**, master 1 Droits de l'homme et Action humanitaire, Université Catholique d'Afrique Centrale ;
8. **Monsieur Ndoumou Bilounga Franck Olivier**, 2^e année Droit des Affaires, Institut Siantou Supérieur ;
9. **Monsieur Koagne Zouapet Apollin**, Master 2 Contentieux International, Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC).

Chapitre 4: Autres remarques

Une visibilité renforcée. La renaissance du Site web de NDH.

EN 2010, NDH-Cameroun a procédé à une restructuration de son site web. Cette opération lui a permis d'avoir plus de visibilité renforçant par la même occasion son taux de fréquentation. La moyenne de fréquentation s'est accrue d'environ 60% entraînant en valeur absolue une fréquentation moyenne d'environ 85 personnes par jour.



Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun

32, Rue Polyclinique Bastos, BP4063 Yaoundé

Tél + 237 21 01 12 47

Fax : +237 22 21 38 63

Email: ndhcam@yahoo.fr

Site web: www.ndhcam.org